

Chaque rentrée, 100 000 instituteurs rejoignent leurs postes en milieu rural. Isolés, vivant dans la précarité de nombreuses années, mal payés, ils manquent de moyens pour exercer leur mission. Rencontre.

TEXTE ET PHOTOS
CERISE MARÉCHAUD,
envoyée spéciale
à Abachkou



Dans la classe de Samira, à Abachkou, seuls 18 élèves sur 42 sont présents ce matin. Les autres n'ont pas pu traverser l'oued en crue.

Profs, le mal des montagnes

Trois virages : cela suffit à la piste boueuse pour traverser Abachkou, 3000 habitants, un café, deux épiceries, et quelques centaines de maisons de béton et de torchis. À l'entrée de ce douar de la province d'Azilal, entre le Moyen Atlas et les Aït Bou-

guemmaz, des voix enfantines s'élèvent par-delà le mur de l'école. Mais dans la classe de Samira, sur 42 élèves, seuls 18 sont présents cet après-midi de fin octobre. "Les autres n'ont pas pu traverser l'oued en crue", s'excuse pour eux l'enseignante. Il faut bien ça pour dissuader

ces gamins des montagnes, d'ordinaire si prompts à se ruer au tableau, y remettre dans l'ordre nom et verbe d'une phrase en français, ou suivre du bout du gant, entre deux reniflements, les lignes d'un poème arabe. La scène semble tout droit sortie d'un film institutionnel sur la scolarisation en zone

rurale, étroitement tributaire d'un sacrifice silencieux consenti par ces indispensables professeurs. Comme Samira, 39 ans, prof d'arabe et de français à l'école centrale d'Abachkou, ils sont au Maroc quelque 100 000 enseignants du primaire, sur 163 000 au total, à exercer en zone rurale - du petit

bled périurbain au douar de montagne le plus enclavé. Un passage obligé pour tout jeune diplômé du Centre de formation des instituteurs (CFI), mais qui s'avère souvent bien plus long que les deux ou trois ans envisagés au départ et ce, dans des conditions aussi dures qu'inattendues.

Six heures de marche

Planté au bord d'un oued balayé par l'argile, en contrebas du douar, Mourad, 27 ans, l'un des trente profs du secteur scolaire d'Abachkou, pointe vers les sommets blancs en cet hiver précoce : "Là-bas, où on voit de la neige, il y a des institutrices seules". Dans des écoles sans

électricité, ni fenêtres, ni toitures, ni eau potable, qu'il faut atteindre parfois après six heures de marche - un peu moins à dos de mulet - le long de chemins affaîssés. À l'école de Tachgagalt, où elle a eu sa première affectation, Rim, ancienne animatrice associative de 35 ans, manteau noir et foulard rose, a tenu cinq mois : un vrai baptême du froid, "très difficile", durant lequel s'est déclarée chez elle une maladie chronique. Elle a obtenu d'être mutée plus bas, à Ighboula : deux bâtiments posés dans le lit rocaillieux d'un oued asséché, mais où la "fracture sociale" est déjà légèrement atténuée : "Hier, j'ai demandé à mes nouveaux élèves quelles personnes célèbres ils connaissent. Ils m'ont parlé de joueurs de foot, d'un acteur dans Batman... À Tachgagalt, il n'y a même pas une télé, ils ne connaissent personne", rapporte cette Casablancaise, yeux écarquillés.

"Choc culturel"

Qu'ils viennent de la capitale économique ou de Béni Mellal, nombreux enseignants avouent un véritable "choc culturel" face à la réalité du "Maroc inutile", pour lequel ils se disent "mal préparés". "Une sortie dans une école de Benslimane, c'était ça notre sensibilisation", témoigne une diplômée du CFI de Casablanca. À Abachkou, qui fait pourtant office de "centre" de cette région des Aït Boualli où noix et amandes sont la principale ressource, "l'électricité n'est là que depuis deux ans", témoigne Jilali, 38 ans, professeur à l'école centrale. Le local de santé construit par l'INDH (Initiative nationale pour le développement humain) est toujours vide et le dispensaire le plus proche est à plus d'une heure de marche. "La piste de 12km, aménagée il y a six mois, permet de faire en quarante minutes ce qui prenait trois heures", ajoute Amal Zniber, de l'association Amis des écoles (lire encadré). "J'ai vu des femmes mourir en couches car l'hôpital (à Azilal) était trop loin", s'alarme Naïma

B., 24 ans. Mère d'une fille d'un an - son mari est à Fqih Ben Salah - Naïma était déjà enceinte quand on lui a affecté son poste de stagiaire, une école à deux heures de marche d'Abachkou. "Après mon congé maternité, quand ma fille avait trois mois et demi, j'ai dû l'emmener ici. Elle était toujours enrhumée... Pendant mes heures de cours, je la laisse aux femmes du douar, mais je ne suis pas tranquille, parfois, elles ne font pas très attention", confie-t-elle en levant les yeux au ciel. "Combien de temps cela va-t-il durer?"

Le plus dur, pour ces citadins arrivés à Bac+5 (Deug ou licence puis le CFI) : "l'isolement" physique, social et intellectuel, renforcé par la barrière de la langue, nombreux ne parlant pas amazigh. Quand ils n'ont pas classe, Mourad, Abdel et Hamid, tous trois profs à l'école d'Iguelouane (une heure de marche) et colocs d'une petite piaule de 12m² à Abachkou, se réfugient dans les bouquins ou les programmes de NileSat. "Au moins, ils ont une télé !", soupire Rim, qui vit avec une autre institutrice à même le bâtiment de leur école, à Ighboula. "Heureusement, ici, il y a toujours beaucoup de mariages et de naissances", ironise-t-elle. Plus sérieuse : "Parfois, on se sent vraiment coupé du monde. J'ai l'habitude de lire la presse, mais ici il n'y a rien. La semaine dernière, quand je suis descendue au souk d'Abachkou, j'ai découvert qu'il y avait des inondations dans tout le pays. L'an dernier, quand j'étais à Tachgagalt, on a loupé l'Aïd El Mouloud, personne n'a pu monter nous prévenir". Sans compter l'angoisse permanente, sans réseau téléphonique, que "quelque chose" arrive aux proches. "Mon père doit se faire opérer au Canada, je ne peux même pas savoir s'il est parti, si tout va bien", s'inquiète-t-elle.

Entraide

Mais à la dureté du quotidien, les enseignants du rural opposent une solidarité exemplaire. Dans leur chambre aux murs nus, une

petite chaîne hi-fi posée par terre pour seul superflu, Nadia A., 23 ans, épaulée Naïma B. auprès de sa fille comme une seconde mère en fredonnant "La Bohème", écouteurs sur les oreilles. Réseau ou pas, la jeune instit est inséparable de son portable, histoire de faire les deux heures de marche jusqu'à son école, N'Rougelt, branchée sur sa playlist - Abba, Céline Dion, Piaf ou Shakira - ou de prendre des photos d'une nature qui, bien qu'ingrate, est d'une beauté à couper le souffle, avec ses dégradés de vert virant au mordoré. Les coups de fil à la famille, c'est le plaisir tant attendu du sa-

peut-être attendre trois à quatre fois plus avant de le quitter. Certains pères de famille n'ont jamais, en dix ans, vécu avec leurs enfants. Jilali, prof depuis 14 ans à Abachkou où l'a rejoint son épouse, enseignante aussi, veut "partir". "Pour que mes enfants puissent poursuivre leurs études en ville, dans le privé". L'idéal pour ce natif de Hattane : un double poste (pour lui et sa femme) du côté de Khouribga. Difficile.

"Si je me marie ici, ça devrait apaiser les souffrances", espère Samira, arrivée en février dernier. Certains craquent : "Je ne peux plus supporter cette

Zéro compensation

Certains profs désespèrent de voir aboutir leur demande de réaffectation lors du "mouvement" national, régi par des critères a priori clairs (lire interview encadré) mais parfois vécus, à la longue, comme une injustice, notamment par les célibataires. Ainsi Sara, 32 ans, prof dans le rural depuis douze ans, dont dix à Dar Chafii. Un douar montagneux de la région de Settât, où ce petit bout de femme douce et énergique, s'est investie au-delà de son rôle de prof : cours d'alphabétisation aux femmes, sensibilisation à la Moudawana, partenariats -

seigne que Sara attend toujours sa réaffectation en milieu urbain : "Ça arrange la délégation de me maintenir à ce poste. Mais moi, j'ai l'impression de passer à côté de ma vie", s'alarme-t-elle, heureuse malgré tout d'observer que "oui, il y a de plus en plus de filles dans les classes". "Les parents commencent à prendre conscience du rôle de l'école", assure le délégué Ahmed Hamid. Abdel, 28 ans, est plus sceptique quant au développement du monde rural : "Je ne vois que des retouches, électrification partielle par-ci, nouveau tronçon de route par-là. Je ne sens pas de réelle volonté politique". Témoins directs d'une misère qui ne s'atténue que très lentement, les enseignants du rural assurent vouloir honorer leur "mission". "J'aime mon métier, c'est même ici qu'il prend tout son sens", assure Sara. "Mais dans de bonnes conditions", plaident-ils tous d'une seule voix : meilleur logement, meilleure accessibilité,

3 QUESTIONS À MOHAMED OULD-DADA
"Nous manquons d'un millier d'instituteurs"

Le directeur des ressources humaines au ministère de l'Éducation nationale nous explique que près de 10% des demandes de mutation sont satisfaites. Pour le reste...

Comment est régie l'affectation des enseignants ?

Presque tous les enseignants sont envoyés en zone rurale en sortie de formation, sauf certains profs du secondaire. Car même les collègues des villes manquent d'enseignants d'histoire-géo ou de philosophie. Après sa première affectation, il faut quatre ans minimum pour demander une mutation hors-région et deux pour "bouger" intra-région. Le mouvement se base sur un système de points négocié avec les syndicats,

selon l'ancienneté, le statut marital, le nombre d'enfants et la note à l'inspection. Chaque année, nous avons quelque 65 000 demandes de mutation, avec 8 à 10% de satisfaction, mais jusqu'à 25% de satisfaction pour les 5000 demandes de rapprochement de conjoint.

Est-ce normal qu'un prof reste parfois plus de dix ans en milieu rural ?

Oui, certains y passent dix à quinze ans. Mais ça dépend des endroits demandés. Les profs

qui veulent être mutés en ville, surtout Rabat ou Casablanca, sont sûrs d'être déboutés. Aujourd'hui, nous manquons d'un millier d'instituteurs, il y a un grand besoin de les sédentaryser dans le milieu rural.

Justement, que répondez-vous à leurs revendications ?

Les profs sont de plus en plus réticents à s'installer en milieu rural, ce qui nous fait perdre des points dans les classements mondiaux sur l'éducation. J'ai visité pas mal de pays africains

où certains instits enseignent sous les arbres, comme le Sénégal ou le Cameroun, qui sont pourtant mieux notés que nous. Même les Français qui ont occupé ce pays pendant des années ont enseigné dans des endroits encore plus reculés ! Je sais que les conditions sont difficiles, mais c'est un engagement de départ, l'enseignant a choisi de travailler avec l'Etat. Quant au ministère de l'Éducation, il n'est pas responsable de l'électrification des douars. ●

CERTAINS ENSEIGNANTS, PÈRES DE FAMILLE, N'ONT JAMAIS, EN DIX ANS, VÉCU AVEC LEURS ENFANTS.

medi, jour de souk, quand les profs, après avoir fait quelques provisions, se relaient autour de la cabine téléphonique (quand elle fonctionne), avant de s'offrir une projection DVD dans la salle d'ordinateurs. "Le directeur, Abdellah Sekkouri, nous encourage à nous serrer les coudes, explique Mourad. Pas comme celui d'avant, un vrai dictateur, qui préférerait semer la zizanie pour éviter les revendications". Arrivés en milieu rural en pensant y rester deux ou trois ans, les enseignants réalisent vite qu'il leur faudra

notamment avec l'Association d'appui aux bibliothèques rurales (AABR)... Ironiquement, c'est à cause de son investissement social dans le douar où elle en-

vié", implore un prof dans un sms reçu par Mohamed Krakrak, directeur du secteur scolaire d'Achkoul. "C'est un père dont la famille est à Bejaâd, lui est dans les montagnes depuis neuf ans, son logement vient de s'effondrer à cause des pluies", explique-t-il. A la délégation de l'Éducation nationale d'Azilal, on ne cache pas un sentiment d'"impuissance". "Pour 68 000 élèves du primaire, nous avons 3216 enseignants. Mais il en manque toujours 132", rapporte le délégué Ahmed Hamid, 52 ans, montagnard aux yeux clairs.

ASSOCIATIF
L'école solidaire

Fondée en 2006 avec 200 000 dirhams de dons récoltés lors d'un mariage, l'association Amis des écoles, pilotée par des professeurs ou des anciens professeurs de l'École américaine de Casablanca, soutient le secteur scolaire d'Abachkou. Au fil de deux à trois expéditions par an, l'équipe (une quinzaine de membres actifs, appuyés par des étudiants canadiens), a retapé 15 salles de classe - étanchéité, toi-

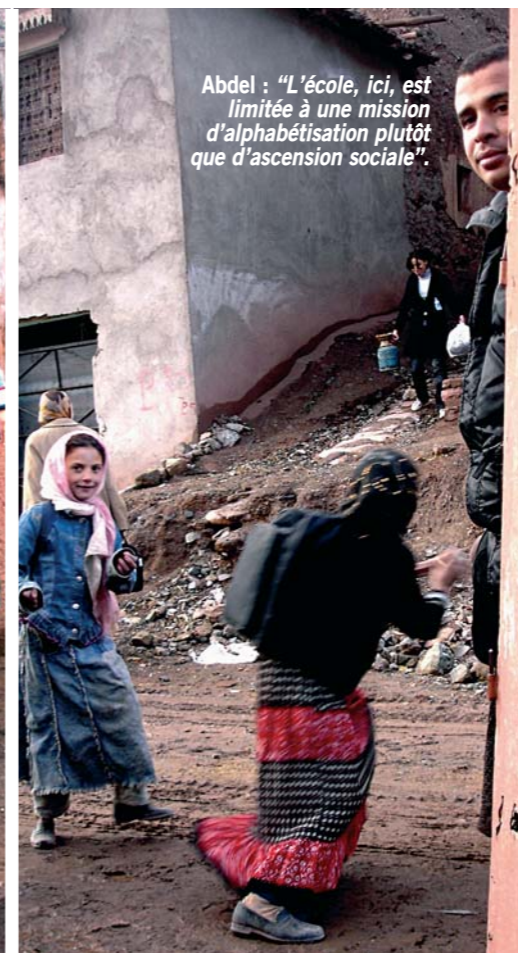
ture, installation de fenêtres et de panneaux solaires -, aménagé une salle multimédia et fourni vêtements d'hiver et matériel scolaire. "Sans de tels partenariats, c'est très dur de faire avancer les conditions d'enseignement au Maroc", confirme le directeur d'Abachkou, Abdellah Sekkouri. Pour le prochain projet, la reconstruction d'une école, 158 000 dirhams sont nécessaires. ● www.amisdesecoles.org



Mourad : "Ma mère a une hépatite C. Ce travail, c'est une stabilité dont je ne peux me passer".



Naïma : "J'ai vu des femmes mourir en couches car l'hôpital était trop loin".



Abdel : "L'école, ici, est limitée à une mission d'alphabétisation plutôt que d'ascension sociale".

meilleure compensation financière. À ancienneté égale, profs du rural et de la ville gagnent le même salaire (de 3000 à 8000 DH), un bonus étant prévu pour ceux en poste dans les zones les plus re-

culées, jusqu'à 200 DH/mois. Une maigre somme rapidement avalée par les frais de transports, lors des congés : Naoufal, 52 ans, prof dans une classe à trois murs dans les hauteurs d'Iminougni, dé-

pense 400 DH à chaque aller-retour, six fois par an, pour voir sa famille à Settât. "Les transports nous permettent d'accéder au douar étant informels (camions de villageois), ils n'hésitent pas à faire payer le prix fort", rappelle Sara

Au nom des élèves

Principal frein à ces revendications : la précarité des professeurs, dont beaucoup confessent n'avoir "pas le choix". Comme Mourad, père d'une petite de dix-huit mois et dont la mère est atteinte d'hépatite C : "Je gagne 3981 DH par mois, à peine plus que ce que coûte son traitement par semaine. Mais c'est une stabilité dont je ne peux me passer. Si ça ne tenait qu'à moi..." Rim, elle, a travaillé huit ans dans une association pour les enfants des rues de Casa, pour 2000 DH par mois. Comme des centaines d'autres animateurs (dont Samira), elle a sacrifié sa vocation pour être intégrée, en février dernier, par le ministère de l'Éducation, moyennant un salaire double (qu'elle n'a pas encore touché), un statut de fonctionnaire, une sécurité sociale. "J'ai fait une erreur de choix et je l'assume", tranche-t-elle, au nom de ses élèves. "Les enfants sont adorables et ont une vraie

soif d'apprendre. Si on renonce, qui va les enseigner ?". D'autant que, parmi les instituteurs, nombreux sont ceux nés de parents analphabètes, n'ayant jamais franchi la porte d'une école. "Un dimanche, lors d'un déplacement à Aït Bellal, on a trouvé un enseignant en classe avec ses 46 élèves", raconte Ahmed Hamid. Jilali, pour sa part, n'est pas peu fier que six ou sept de ses anciens élèves soient aujourd'hui en fac de sciences, droit ou éco, à Marrakech ou Béni Mellal. Même si, c'est connu, ce genre de trajectoire reste rarissime dans les campagnes, face au défi de la déscolarisation massive du primaire au collège et du collège au lycée - mariage des filles ou travail des garçons obligent. "L'école, ici, est limitée à une mission d'alphabétisation plutôt que d'ascension sociale", regrette Abdel. "Ceux qui vont plus loin, en général, sont des gamins déjà allés à la ville (Azilal), qui ont vu un oncle ou un cousin finir ses études, avoir un métier...", remarque Rim. Et quand Mourad, agé nouillé au milieu des pierres, demande à ses élèves ce qu'ils voudraient faire plus tard, tous répondent, en chœur : "Maître d'école !" ●

*À leur demande, les noms des enseignants ont été changés.